

## Génériques

# Polémique sur les conditions commerciales

Un article du *Canard enchaîné* pointe les dérives des politiques commerciales entre pharmaciens et génériqueurs.



© D.R.

**L**ivraisons d'unités gratuites, remises hors des clous... Rien n'aurait-il changé depuis la dernière mise à niveau des marges sur le génériques en 2005 ? *Off*, les génériqueurs eux-mêmes confient que les niveaux de remises sont trop élevés depuis quelques temps. « *La vraie question est celle de la concurrence entre les laboratoires génériques, qui conduit les uns et les autres à avoir certaines pratiques commerciales en direction des pharmaciens, tempête*

Anne Baille, présidente de la filiale française d'Arrow, principalement visé par l'hebdomadaire. « *Arrow n'est pas leader sur le marché [4,9 % de parts de marché en 2010, NDLR] et ce sont souvent les leaders qui donnent le ton.* » La présidente vise sans les citer ses concurrents Mylan [31,1%] ou Biogaran [24,5 %], dominateurs sur le marché. Philippe Besset, président de la commission Économie de la FSPF revendique : « *Nous demandons aux pouvoirs publics une régulation permettant de ne pas casser la mécanique du générique. Le problème est que notre rémunération est insuffisante pour la mission première de dispensation des médicaments et que les pharmaciens trouvent une compensation partielle par une rémunération probablement exagérée sur la mission d'accompagnement de la substitution. C'était le sens de nos propositions de l'automne 2010* ». Mauvais timing au moment où la substitution peine à retrouver son dynamisme d'antan. ■

## HAS

### Vers la fin du Service médical rendu ?

Fraîchement nommé à la tête de la Haute Autorité de santé, Jean-Luc Harousseau a annoncé son souhait de faire évoluer la commission de la Transparence, qui pourrait devenir la « commission de l'Évaluation et de l'amélioration thérapeutique des médicaments ». Objectifs : simplifier les critères d'évaluation et faire disparaître la distinction entre service médical rendu (SMR) et amélioration du SMR (ASMR) au profit d'un seul indicateur qui pourrait être « l'intérêt thérapeutique ». ■

## APR

### Une solution contre la désertification

Comment assurer la survie des pharmacies de proximité confrontées à l'absence de médecin ? Certainement pas grâce aux maisons médicales de garde, souligne l'Association de pharmacie rurale, qui préconise d'instaurer un système « *d'officine dédiée de proximité* » : si un patient opte pour une autre officine que celle de sa localité, il pourrait se voir appliquer une « *décote du montant du remboursement des médicaments prescrits* », un peu à la manière du médecin traitant. ■

## FIL D'ACTU

■ **05/05/11 NOMINATION.** Jean Marimbert, ex-directeur général de l'Afssaps, a été nommé secrétaire général des ministères de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

■ **05/05/11 CHIMIE.** L'Assemblée nationale a adopté en première lecture une proposition de loi interdisant « *la fabrication, l'importation, la vente ou l'offre de produits contenant des phtalates, des parabènes ou des alkylphénols* ».

■ **05/05/11 JUSTICE.** Les deux scientifiques mis en cause dans le procès sur l'hormone de croissance ont été relaxés. La présidente de l'association des victimes annonce un pourvoi en cassation.

■ **03/05/11 CNOP.** La section A de l'Ordre lance une enquête nationale sur l'observance des patients traités par bisphosphonates par voie orale afin d'évaluer l'impact du conseil officinal. Les pharmaciens souhaitant y participer doivent s'adresser à leur Crop d'ici le 31 mai.

■ **03/05/11 MÉDECINS.** L'Ordre des médecins réclame des adaptations législatives et des moyens pour pouvoir assurer la transparence des liens d'intérêts des médecins dans le cadre de sa mission de surveillance de l'indépendance professionnelle.

■ **03/05/11 MEDIATOR.** Les laboratoires Servier annoncent disposer d'un fonds de deux milliards d'euros : de quoi alimenter le fonds d'indemnisation des victimes du Mediator.

■ **02/05/11 LÉGISLATIF.** Invité des rencontres de l'Association des journalistes de l'information sociale, Xavier Bertrand a confirmé qu'un projet de loi serait présenté d'ici l'été pour réformer le système de contrôle des produits de santé.

■ **02/05/11 HAS.** Le Conseil d'État abroge la recommandation de la Haute Autorité de santé sur le diabète de type 2, suite au recours déposé par l'association Formindep.